

# **Mémoire qui sera soumis aux consultations prébudgétaires en prévision du prochain budget fédéral**

**Le 21 mai 2026**

Personne-ressource

Anita Khanna

Vice-présidente, Relations gouvernementales et Politique publique

[akhanna@centraide.ca](mailto:akhanna@centraide.ca), 1-800-267-8221, poste 2268



## Recommandations

### **1. Renforcer la capacité des services communautaires et investir dans la collecte de données :**

- Investir 100 M\$ dans les services communautaires essentiels dans les régions vulnérables aux perturbations économiques
- Investir 20 M\$ dans la navigation des services communautaires en tirant parti du réseau 211 Canada
- Investir 5 M\$ dans la collecte d'information et de données sur le marché du travail pour appuyer l'Alliance pour la main-d'œuvre de l'économie des soins

### **2. Renouveler la Stratégie nationale sur le logement et investir dans le logement avec services de soutien :**

- Dresser une solide stratégie de lutte contre l'itinérance dans le cadre d'une Stratégie nationale sur le logement renouvelée qui comprend des investissements dans Vers un chez-soi
- Accélérer et accroître les investissements dans les logements abordables, les logements avec services de soutien et les logements de transition par l'entremise de Maisons Canada

### **3. Mettre en œuvre des augmentations ciblées des programmes de sécurité du revenu, notamment :**

- L'Allocation canadienne pour enfants pour les familles à revenu faible ou moyen; prolongation du financement de l'Allocation canadienne pour le logement; amélioration de l'accès au crédit d'impôt pour personnes handicapées

### **4. Soutenir les travailleuses et travailleurs pour que les communautés soient à l'épreuve des récessions :**

- Élargir certains programmes d'adaptation de la main-d'œuvre dirigés par des pairs en milieu de travail, à l'échelle régionale ou sectorielle, pour soutenir les travailleuses et travailleurs syndiqués et non syndiqués qui sont menacés par des mises à pied.
- Augmenter les prestations d'assurance-emploi (AE) et améliorer l'admissibilité
- Prolonger la durée des contrats de financement de la Stratégie emploi et compétences jeunesse du gouvernement fédéral en la faisant passer de 1 à 2 ans à 5 ans.

### **5. Encourager et stimuler la philanthropie :**

- Encourager les gens à « donner localement » aux organismes de bienfaisance de services communautaires avec jumelage des dons par le gouvernement
- Donner suite à l'engagement d'examiner le contingent des versements
- Investir dans une stratégie nationale de bénévolat

## **À propos de Centraide United Way**

Centraide United Way (CUW) est le plus important réseau de bâtisseurs communautaires locaux du Canada qui donnent aux gens les moyens de produire des changements sociaux durables dans leur communauté. Notre réseau non partisan collabore avec tous les ordres de gouvernement, ainsi qu'avec des entreprises, des syndicats et des partenaires communautaires pour aider à bâtir des communautés fortes et prospères pour l'ensemble de la population canadienne. Nous avons fait nos preuves.

Présent au sein de 5 000 communautés dans chaque région du Canada, notre réseau fédéré répond aux besoins des communautés et s'attaque aux problèmes sociaux les plus difficiles afin que chaque personne puisse réaliser son plein potentiel. Forts d'une solide expertise locale et d'une grande confiance, nous mobilisons chaque année 600 millions de dollars pour investir dans 3 800 organismes partenaires au service de 8 millions de personnes. Nous sommes le plus important bailleur de fonds non gouvernemental des services communautaires au Canada. Nous sommes également un rassembleur dans tous les secteurs et auprès de tous les ordres de gouvernement. Par l'entremise de Centraide United Way, les donatrices et donateurs et les bénévoles se mobilisent pour répondre aux besoins de base, offrir des services communautaires essentiels, favoriser l'accès à la formation et à l'emploi, et répondre aux urgences locales. Centraide United Way Canada (CUWC) est le bureau national qui représente le réseau auprès du gouvernement fédéral.

## **Une économie forte exige le renforcement de l'économie des soins**

Les services communautaires sans but lucratif sont un élément essentiel de l'infrastructure sociale du Canada et de l'économie des soins qui nous distingue en tant que nation. Il faut investir davantage dans les services communautaires et notre filet de sécurité sociale, pour que tout le monde ait la chance de réussir. Les services communautaires fournissent des soins aux enfants, aux aînés, aux personnes handicapées et aux autres personnes aux prises avec des difficultés; ils atténuent les manques d'abordabilité et favorisent une participation économique équitable. Il ne s'agit pas de services « agréables à avoir »; ils sont essentiels à notre succès collectif et à l'infrastructure habilitante de la productivité économique; ils créent les conditions permettant aux personnes et aux familles de participer à l'économie, de créer des moyens de subsistance durables et d'obtenir le soutien dont elles ont besoin près de chez elles tout en gérant les transitions d'emploi causées par les ralentissements économiques et la restructuration.

Dans un contexte d'incertitude économique persistante causée par les perturbations tarifaires et commerciales, la réorientation stratégique du Canada vers le développement économique national et l'élargissement des partenariats commerciaux est prudente. Les investissements dans l'économie des soins peuvent renforcer cette stratégie. Ce secteur apporte déjà des contributions démesurées au produit intérieur brut du Canada (13,5 %) qui dépassent celles du secteur manufacturier (8,6 %) et de la construction (7,3 %)¹. Le secteur emploie 4,5 millions de personnes et constitue la principale source de revenu net pour les travailleuses et travailleurs qui en font partie². Les avantages des investissements dans le secteur des services communautaires sans but lucratif de l'économie des soins sont nombreux :

- Les économies locales bénéficient des programmes d'emploi offerts par le secteur communautaire. Depuis 2020, Embauche immigrants Ottawa, le Partenariat en accès, informations et ressources d'emploi et les partenaires communautaires de [Centraide de l'Est de l'Ontario](#) ont aidé 28 895 personnes méritant l'équité à trouver un emploi.
- Investir dans le logement avec services de soutien réduit les dépenses en soins de santé. [United Way Greater Toronto](#) est un partenaire fondateur de la Social Medicine Initiative, qui a permis de réaliser des économies de 2,1 millions de dollars en réduisant de 52 % les visites à l'urgence et de 79 % les séjours à l'hôpital chez ses 51 résidents de Dunn House³.
- Lorsque les travailleuses et travailleurs ont accès à des soins pour leur famille, ils peuvent contribuer à bâtir le Canada grâce à Une Équipe Canada forte, à l'enrôlement dans les Forces armées canadiennes et à l'extraction de minéraux critiques. Récemment, [Centraide Abitibi Témiscamingue et Nord-du-Québec](#) a créé le premier [Fonds d'investissement social de l'industrie minière \(FISIM\)](#) grâce à des contributions de l'industrie minière de la région. La FISIM reconnaît que parallèlement aux avantages économiques que fournit l'industrie, les besoins des communautés en matière de logement abordable, de sécurité alimentaire et de connexion augmentent et qu'une économie forte repose sur des communautés saines.
- À mesure que les baby-boomers vieillissent, le ratio de dépendance des aînés au Canada par rapport aux adultes en âge de travailler devrait atteindre son niveau le plus élevé depuis les années 1960⁴. L'investissement dans les services communautaires locaux sans but lucratif aide les aînés à trouver les soins dont ils ont besoin, à demeurer engagés dans leur communauté et à vieillir chez eux. Les programmes Healthy Aging dirigés par [UW Colombie-Britannique](#) et [UW Calgary and Area](#) ont été fondés sur ces principes et offrent leurs programmes par l'entremise du secteur communautaire des services aux aînés.
- Les investissements visant à soutenir le recrutement et le maintien en poste de la main-d'œuvre des services communautaires desservant plus de 8 millions de personnes peuvent accroître la contribution économique du secteur. L'expansion de la main-d'œuvre – s'élevant actuellement à 715 000 travailleuses et travailleurs – permettra un meilleur rendement du

capital investi dans les soins en améliorant l'inclusion sociale et la productivité des personnes ayant recours aux services.

- Fait important, les investissements dans les services communautaires favorisent également la fierté et l'appartenance civiques. Le fait d'aider les membres de la communauté à s'épanouir contribue à la fierté collective à l'égard de l'identité unique du Canada en tant que nation bienveillante où nous prenons soin les uns des autres.

Les arguments en faveur de l'investissement dans les services communautaires sont solides et opportuns, car l'incertitude économique et la hausse des coûts des ménages stimulent la demande. En 2025, 73 % des organismes de bienfaisance ont déclaré que la demande dépassait leur capacité, tandis que 75 % ont déclaré une demande plus élevée qu'en 2024<sup>5</sup>. En raison de décennies de financement précaire, le [Charity Insights Canada Project](#) de l'Université Carleton décrit « un trilemme » de demande croissante, d'instabilité financière et de main-d'œuvre surchargée dans le secteur des organismes de bienfaisance. Le budget de 2026 prévoit des investissements dans un secteur qui répond aux principales priorités gouvernementales, y compris l'emploi et le perfectionnement des compétences des travailleuses et travailleurs, la construction de logements abordables et la prévention de l'itinérance, les services de garde d'enfants, les soins de santé mentale, l'engagement civique et le bénévolat, et la lutte contre la violence fondée sur le sexe, autant de mesures qui sont avantageuses pour nos communautés et notre économie.

## Recommandations pour le budget de 2025

### 1. Investir dans les services et les données communautaires pour soutenir l'Alliance pour la main-d'œuvre de l'économie des soins

Étant donné que le secteur des services communautaires est mis à rude épreuve alors que les gens doivent composer avec le coût de la vie et que les turbulences économiques devraient amener plus de gens aux services communautaires pour la première fois, le renforcement de la capacité des services communautaires est un investissement rentable. Nous recommandons ceci :

- a) Un investissement initial ciblé de 150 M\$ pour soutenir les services communautaires directs dans les régions touchées par les droits de douane qui peut être mis à l'échelle si la perturbation économique s'accélère. Le financement peut être versé de façon efficiente et efficace par l'entremise d'intermédiaires de financement fédéraux ayant des liens locaux profonds afin de réduire l'insécurité alimentaire et la pauvreté; de stimuler l'aide au logement

par l'entremise de banques d'aide au loyer et de soutien aux propriétaires vulnérables; et de renforcer la santé mentale.

- b) Investir 20 M\$ dans la navigation des services communautaires en tirant parti du [réseau 211 Canada](#) pour promouvoir et renforcer l'accès aux services, en particulier pour les ménages qui ont besoin d'aide pour la première fois. Les investissements ciblés peuvent répondre aux hausses de la demande, permettre des transformations stratégiques des services pour améliorer l'accès numérique et assurer une prise en charge coordonnée afin d'accélérer l'accès aux services et de réduire le fardeau de la demande pour Service Canada et d'autres services. Le service 211 est gratuit, confidentiel et disponible en tout temps et est actuellement offert dans plus de 150 langues dans la majorité des régions du Canada par téléphone et messagerie texte ou sur le Web.

CUWC accueille favorablement l'annonce, en février 2026, d'une Alliance pour la main-d'œuvre de l'économie des soins. Cette mesure reconnaît l'importance des services fournis par les travailleuses et travailleurs de soins partout au pays, qui renforcent la productivité économique. Depuis des décennies, le secteur des services communautaires apporte des contributions économiques et sociales essentielles, mais les faibles salaires, l'épuisement professionnel et le manque d'avantages sociaux prévalent et font fuir les travailleuses et travailleurs; environ 155 000 emplois sont menacés au cours du prochain semestre. Comme la demande de services devrait augmenter en raison de l'incertitude économique et du vieillissement de la population, le Canada doit rapidement renverser cette tendance.

Nous attendons avec impatience de plus amples détails sur le mandat de l'Alliance et avons hâte de comprendre comment elle permettra de recruter et de maintenir en poste des travailleuses et travailleurs pour offrir des services rentables. Nous recommandons que le budget de 2026 investisse dans la création et la viabilité d'une stratégie de données sur la population active des services communautaires. Les recherches de CUWC mettent en évidence des lacunes dans les données sectorielles sur le marché du travail et fournissent une feuille de route pour dresser une stratégie durable de renseignements sur les données qui guidera les employeurs, les bailleurs de fonds et le gouvernement sur les tendances et les besoins en matière de main-d'œuvre. Nous recommandons d'investir 5 M\$ sur 5 ans pour recueillir les renseignements suivants :

- c) Information sur le marché du travail, y compris la composition de la main-d'œuvre, les tendances en ce qui concerne la carrière, la rémunération, les avantages sociaux, les pensions et la retraite, etc.
- d) Données sur la demande de services et la capacité de la main-d'œuvre pour permettre une planification adaptative des services et anticiper les besoins et les écarts dans les services.

## **2. Renouveler la Stratégie nationale sur le logement (SNL) et investir dans le logement avec services de soutien**

Avec le renouvellement de la SNL prévu pour 2027-2028, le budget de 2026 offre l'occasion d'établir des orientations stratégiques et d'harmoniser les investissements. Il s'agit également d'une occasion d'accroître l'investissement initial de 1 milliard de dollars de Maisons Canada (MC) dans le logement avec services de soutien. Voici nos recommandations :

- a) Établir une solide stratégie de lutte contre l'itinérance dans le cadre d'une SNL renouvelée.
- b) Financement accru et soutenu de Vers un chez-soi pour appuyer la planification communautaire et les investissements visant à mettre fin à l'itinérance.
- c) Accélérer et accroître les investissements dans les logements abordables, les logements avec services de soutien et les logements de transition par l'entremise de MC.

### **3. Mettre en œuvre des augmentations ciblées des programmes de sécurité du revenu**

L'expansion de l'incidence des programmes de sécurité du revenu sur la réduction et la prévention de la pauvreté exige des augmentations ciblées. Investir dans des mesures de sécurité du revenu aidera à stabiliser les ménages afin qu'ils puissent absorber les chocs économiques causés par les droits de douane et les conflits mondiaux. Les [recherches de CUWC](#) montrent que 42 % des Canadiennes et Canadiens pourraient couvrir leurs dépenses de base pendant un mois ou moins s'ils perdaient leur principale source de revenus ou s'il y avait des dépenses imprévues. Voici nos recommandations :

- a) Bonifier l'Allocation canadienne pour enfants pour les familles à revenu faible ou moyen aux prises avec le coût de la vie.
- b) Aider un plus grand nombre de locatrices et locataires à faible revenu en collaborant avec les provinces et les territoires pour accroître les prestations d'aide sociale et en prolongeant le financement de l'Allocation canadienne pour le logement au-delà de 2028.
- c) Tirer parti des changements apportés au crédit d'impôt pour personnes handicapées dans la Mise à jour économique du printemps 2026 en élargissant la définition de l'invalidité et en éliminant les obstacles à l'accès.

### **4. Soutenir les travailleuses et travailleurs pour que les communautés soient à l'épreuve des récessions**

Pour tirer parti des mesures prises par le gouvernement pour soutenir les travailleuses et travailleurs touchés par les perturbations économiques et pour que les communautés soient à l'épreuve des récessions, nous recommandons ce qui suit :

- a) Investir dans l'expansion de programmes particuliers d'adaptation de la main-d'œuvre dirigés par des pairs en milieu de travail, à l'échelle régionale ou sectorielle. Aider les travailleuses et travailleurs syndiqués et non syndiqués qui sont confrontés à des mises à pied temporaires ou permanentes à s'y retrouver dans les prestations gouvernementales, le soutien communautaire, la transition vers un nouvel emploi et la formation et les possibilités d'acquérir des compétences pour de nouvelles carrières où la demande est forte.

- b) Augmenter les prestations d'assurance-emploi (AE) et améliorer l'admissibilité. L'assurance-emploi nécessite des critères souples qui réduisent le seuil d'heures et augmentent les niveaux de prestations. Le programme d'assurance-emploi doit répondre à l'évolution de l'emploi au Canada pour que l'ensemble des travailleuses et travailleurs touchés aient accès à des prestations adéquates.
- c) Améliorer les mesures de soutien à l'emploi pour les jeunes – y compris prolonger la durée des contrats de financement de la Stratégie emploi et compétences jeunesse du gouvernement fédéral en la faisant passer de 1 à 2 ans à 5 ans.

## **5. Stimuler la philanthropie et soutenir le bénévolat**

Ensemble, les partenaires gouvernementaux et communautaires peuvent mobiliser du soutien pour nos voisins et les organismes communautaires. Les dons aux organismes nationaux de services communautaires qui sont aux prises avec une plus forte demande peuvent contribuer à réduire la précarité. Voici nos recommandations :

- a) Faire appel à la générosité en sollicitant les contributions aux services communautaires essentiels de première ligne, soit directement ou par l'entremise de partenaires désignés. Cela peut se faire au moyen d'une forme de contribution de contrepartie par le gouvernement ou d'un super crédit bonifié dans le cadre d'initiatives « Donnez localement ».
- b) Donner suite à l'engagement pris dans le budget de 2022 d'effectuer un examen exhaustif du contingent des versements en 2027 – avec la participation du public – pour s'assurer que les avantages communautaires sont maximisés.
- c) Appuyer une stratégie nationale complète ayant trait au bénévolat qui vise à relancer l'engagement bénévole et civique.

---

<sup>1</sup> Statistique Canada, tableau 36-1004-34-03, par l'entremise d'Armine Yalnizyan.

<sup>2</sup> Statistique Canada, tableau 14-10-0023-01, par l'entremise d'Armine Yalnizyan.

<sup>3</sup> [University Health Network Foundation 2025.](#)

<sup>4</sup> Mise à jour personnalisée 2026 de Statistique Canada par l'entremise d'Armine Yalnizyan.

<sup>5</sup> [Charity Insights Canada Project, 2025.](#)